

# L'économie tunisienne : entre le miracle des chiffres et la débâcle de la réalité

*L'économie tunisienne présente des ratios qui indiquent une position distinguée en comparaison avec les pays en développement. Mais les équilibres macro-économiques ne peuvent voiler une réalité marquée par des fragilités structurelles multiples. Ces faiblesses nuancent le prétendu miracle tunisien à maints égards. Les perspectives de réussite dans l'avenir restent tributaires de l'équation consistant à articuler les réformes économiques avec les réformes politiques qui s'imposent, à condition de s'inscrire dans une logique volontariste d'intégration régionale afin de tirer des avantages d'un partenariat multilatéral avec l'UE.*

**Béchir Labidi\***  
**Youssef Riahi\*\***

\* Etudes doctorales à l'Université des Sciences sociales de Toulouse, thème : l'investissement étranger au Maghreb.

\*\* Docteur ès Sciences économiques, Nanterre, Paris.

En octobre 1988, un économiste tunisien insistait, au terme d'un article publié par la presse locale, que « l'économie est une assiduité humaine qui ne connaît pas de miracles, et qui ne peut évoluer selon les vœux et les espoirs ; c'est un domaine où la parole ne peut se substituer au travail, à l'effort et au dévouement. Ainsi nous enseigne l'Histoire (1) ». Ce rappel est une évidence qui ne semble pas perdre de sa pertinence après une dizaine d'années depuis sa publication. Mais il est assez paradoxal de constater que c'est en Tunisie même que l'on parle aujourd'hui, de plus en plus, d'un miracle économique : dans un certain nombre d'écrits et de discours abordant le thème de l'économie tunisienne, on évoque l'existence de ce miracle et on n'hésite pas à qualifier la Tunisie de « dragon » du Maghreb et des pays arabes.

Il est vrai que les chiffres officiels concernant les équilibres globaux forcent une certaine admiration en comparaison avec d'autres pays en développement. Néanmoins, l'autosatisfaction officielle, très médiatisée, contraste avec la réalité économique et sociale et occulte les vrais problèmes du pays. La pertinence des indicateurs macro-économiques devrait être confrontée avec le quotidien des tunisiens, la finalité de l'économie n'est-elle pas, tout simplement, le bien-être des gens ? Sur ce plan, il ne s'agit pas de miracle, mais plutôt de la débâcle d'une population prise par la flambée des prix, le chômage, l'endettement croissant des ménages, l'augmentation des taxes, la corruption généralisée, les longues files d'attente devant les consulats des pays étrangers pour solliciter des visas, pour ne citer que quelques exemples.

(1) Cf. Chedli Ayari, « La conjoncture économique actuelle en Tunisie : une étude analytique » ; article en langue arabe, *in le Maghreb*, n° 127, 18 novembre 1988 (traduction faite par nos soins).

(2) Voir par exemple l'article de Mahmoud Ben Romdhane « L'accord de libre-échange entre la Tunisie et l'Union européenne : un impératif, des espoirs et des inquiétudes ». Revue *Confluences Méditerranée* du 16/2/1997. Voir également l'interview de M. Hédi Jilani, « Le patron des patrons tunisiens » in *Réalités* n° 619 du 10 au 16/10/1997.

Sur un autre plan, de plus en plus d'intellectuels, d'économistes, d'industriels et d'hommes d'affaires ne cachent plus leur inquiétude et leur scepticisme quant à l'évolution de la vie économique (2). Cette inquiétude trouve son fondement dans une ouverture économique aux aléas multiples et aux risques très élevés. L'accord de partenariat avec l'Union européenne, étalé sur 12 ans (1995-2007) constitue un défi pour les autorités tunisiennes et il est de ce fait un pari générateur d'interrogations.

L'incertitude sur le devenir économique se double d'une situation politique dont les apparences de stabilité occultent un vrai quadrillage sécuritaire de la société civile et réduisent à néant le champ des libertés publiques.

Devant cette situation mitigée, quels sont les facteurs réels qui sont de nature à relativiser l'euphorie des pouvoirs publics tunisiens sur ce sujet ? Peut-on objectivement qualifier l'économie tunisienne de miracle à la lumière des dix dernières années ? Comment peut-on évaluer cette expérience et quelles perspectives peut-on mettre en relief pour les années à venir ?

**I. L'économie tunisienne de 1987 à 1997 : des chiffres et des ratios à concilier avec la réalité**

**1. Les indicateurs économiques de base**

Le tableau suivant rassemble les principaux indicateurs économiques de la Tunisie.

Tableau 1  
Evolution des principaux indicateurs économiques de la Tunisie

Année	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Population (en millions)	7,39	7,81	7,99	8,18	8,35	8,4	8,76	8,9	8,96	9,15
PIB (en milliards de US\$)	9,42	10,08	10,51	11,37	12,9	15,0	15,33	15,33	17,07	19,57
Croissance du PIB en %	5,5	1,0	3,1	6,6	3,5	8,6	4,1	4,4	3,5	6,9
Taux d'inflation en %	5,59	8,0	6,3	7,5	7,0	5,0	5,0	5,3	5,6	3,0
Import (en milliards de \$)	3,039	3,689	4,310	5,542	5,19	6,415	7,286	6,581	7,903	7,746
Export (en milliards de \$)	2,139	2,395	2,930	3,526	3,714	4,040	1,436	4,457	4,455	5,518
Balance commerciale	- 0,9	- 1,29	- 1,38	- 2,016	- 1,476	- 2,375	- 2,850	- 1,924	- 2,428	- 2,228
Dette extr. (en milliards de \$)	5,99	6,0	5,6	6,9	7,8	8,3	8,47	9,4	8,25	9,93

Source : l'Etat du monde, de 1988 à 1998, la Découverte, Paris.

(3) Il faut dire que par rapport aux taux annuels de croissance, une grande confusion demeure sur les chiffres exacts : d'une source à l'autre, le taux peut varier de 1 à 2 points.

Sans évoquer le problème classique de la pertinence des chiffres officiels (3), ces grandeurs macro-économiques suscitent globalement une impression plutôt positive, surtout lorsque l'on compare ces indices avec les performances d'autres pays comparables de la région : qu'il s'agisse de inflation, de la croissance, de la dette extérieure ou de la balance commerciale, l'évolution demeure en définitive, dans les limites de l'acceptable, toujours par référence à d'autres économies en développement. Toutefois, ces indicateurs ne peuvent, à eux seuls, traduire la réalité de l'économie tunisienne au quotidien. Ils ne peuvent non plus voiler les précarités

## L'économie tunisienne

structurelles sérieuses qui menacent le pays en ce temps d'ouverture sur l'économie mondiale. La faiblesse se manifeste à plusieurs niveaux :

### • Une croissance fragile et instable

Comme l'illustre le graphique 1, le taux de croissance de l'économie tunisienne n'a pas enregistré une moyenne exceptionnelle durant les dix dernières années : la moyenne la plus élevée a été réalisée entre 1970 et 1979, soit 7,3 % contre 4,8 % uniquement entre 1990 et 1996.

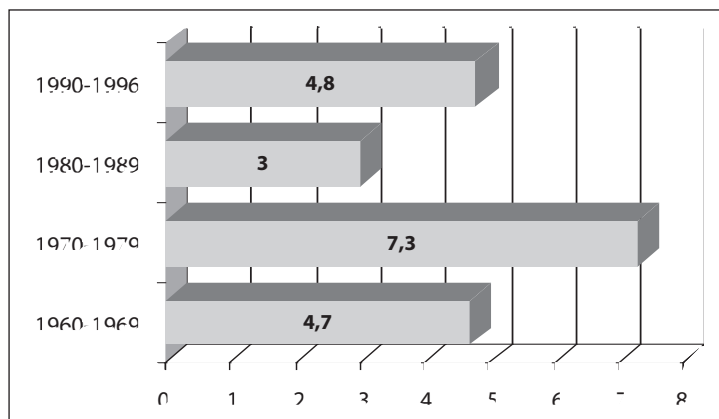
La croissance du PIB en Tunisie est tributaire de deux facteurs essentiels : la pluviométrie et le tourisme. Le taux annuel en dépend largement, ce qui est de nature à engendrer une vulnérabilité structurelle de l'économie tunisienne.

Ces facteurs déterminants ne permettent pas une croissance solide et prévisible (4) : certains "pics" de la croissance (6,6 % en 1990 et 6,9 % en 1995) sont dus aux fortes précipitations et à la bonne récolte de céréales (25,5 millions de quintaux en 1990 et 25 millions de quintaux en 1995), de sorte qu'un gain de 1 million de quintaux de production céréalière engendre une variation de 0,2 % du taux de croissance du PIB. Ainsi, le taux de croissance de 1996 a été révisé à la hausse pour passer de 6,7 % initialement prévus (5) à plus de 8 %. Ces chiffres ne peuvent que confirmer l'instabilité et la fragilité de la croissance en Tunisie.

(4) Voir l'évolution des taux de croissance entre 1987 et 1996 dans le tableau n° 1.

(5) Cf. Ridha Kefi, « Nouveaux enjeux agricoles », in *Jeune Afrique*, n° 1867-68 du 16 au 29/10/1996, p. 104.

Graphique 1  
Taux moyen de croissance 1960-1996



Source : l'Etat du Monde et OCDE, 1996.

### • L'agriculture et la dépendance alimentaire

En dépit des tentatives de diversification engagées depuis l'indépendance, le secteur agricole occupe toujours une place centrale dans l'économie tunisienne. Il contribue, selon les années, de 12 à 16 % au PIB. Sans doute, la part importante de l'agriculture au PIB est plus le fait de la générosité

(6) 32 % selon l'Atlaséco, 1987 à 1997, un tiers selon le rapport de la Banque mondiale, *Tunisie, intégration mondiale et développement durable*, Washington, décembre 1996, p. 41.

(7) Cf. *l'Etat du monde* 1994, p. 228.

(8) Jacques Oued Aoudia, « Les enjeux économiques de la nouvelle politique méditerranéenne de l'Europe », in *Monde arabe*, n° 153 juillet-septembre 1996, Paris, p. 43.

(9) Cf. Peter Timmer, « Pays en développement : quel modèle de développement », in *Problèmes économiques* n° 2480, la documentation française, 24/7/96, p. 3.

(10) Cf. Banque mondiale, *op. cit.*, p. 43.

(11) Un récent tract largement distribué en Tunisie, critique sévèrement les pratiques des 6 principales familles proches du président.

de la pluviométrie que le résultat des stratégies économiques du gouvernement. L'option du pays pour une économie extravertie et le soutien massif (juridique et financier) aux secteurs exportateurs non agricoles n'ont fait que confirmer la marginalisation de l'agriculture qui, cependant, demeure le premier employeur du pays avec près de 40 % (6) de la population active réelle (7).

L'examen de la balance agricole révèle une vulnérabilité persistante du pays. Celle-ci s'est traduite par un déficit important et structurellement croissant en produits agricoles de base (céréales, produits animaux...) (8), sans oublier l'augmentation des prix des produits alimentaires de base malgré les chiffres plutôt rassurants sur l'évolution de l'inflation. Le prix de détail d'un kilo de viande est actuellement de 8 dinars (8 US\$), soit plus d'un salaire d'une journée de travail pour un ouvrier non qualifié. Il en résulte que la Tunisie est un pays importateur net de ces produits, et que sa sécurité alimentaire interne, pourtant nécessaire à la stabilité économique et politique (9), est loin d'être assurée. Ce problème est d'autant plus préoccupant que l'Etat est le premier responsable de la situation du fait de sa prédominance dans ce secteur ; surtout que les opérations d'ajustement y sont particulièrement lentes : l'Etat tunisien est le plus grand propriétaire foncier avec plus de 600 000 ha de terres cultivables de première qualité, soit 11 % de la superficie cultivable totale. Il faut noter aussi la répartition inéquitable des terres dans le secteur privé : 75 % des agriculteurs tunisiens possèdent moins de 25 % de l'ensemble des terres cultivables, tandis que 1 % des exploitants se partagent 35 % de la superficie (10).

Cette situation risque de s'aggraver avec la nouvelle tendance vers la location et la vente des terres du domaine public : les bénéficiaires sont souvent choisis sur des critères n'ayant pas un rapport avec l'efficacité productive (généralement au profit de membres de la famille présidentielle) (11). La fragmentation des terres est un autre problème qui pèse lourdement sur l'exploitation agricole. Il n'existe pas jusqu'ici une politique volontariste dirigée vers le remembrement des terres et la stimulation d'une nouvelle dynamique pour promouvoir ce secteur.

Le partenariat avec l'UE ne favorise pas une éventuelle politique d'autosuffisance alimentaire pour deux raisons : la première, c'est que l'exportation des produits agricoles est fortement limitée dans le cadre de l'accord (contingentements, barrières, etc.). La deuxième, c'est que la Tunisie ne dispose pas d'un avantage comparatif sur ce plan (les aléas climatiques, la vétusté des techniques agricoles, la déréglementation progressive des importations).

De ce fait, l'extraversion est très difficilement conciliable avec l'autosuffisance alimentaire. D'ailleurs, la Banque mondiale estime « que le résultat (de l'intégration de la Tunisie à l'UE) pourrait être que la Tunisie importe plus de céréales mais exporte davantage de fruits et de légumes de plus grande valeur (12). »

## L'économie tunisienne

En définitive, le processus de réforme de ce secteur devrait être, dès le début, orienté vers une économie rurale dynamique, vers l'assurance d'une sécurité alimentaire interne. La stabilité relative des prix alimentaires est nécessaire, tout comme l'intérêt qui devrait être accordé aux petits agriculteurs, seuls susceptibles d'améliorer la productivité agricole tournée, non vers l'extraversion, mais bien vers l'autosuffisance. Une telle orientation permettra aussi de stabiliser les ruraux et contribuer ainsi à freiner l'exode en direction des grands centres urbains.

### • Un tourisme "bas de gamme"

L'enjeu du tourisme en Tunisie est de taille. C'est une industrie qui est devenue, au fil des ans, une activité essentielle à l'économie tunisienne : elle assure « 6 à 7 % du PNB, offre 200 000 emplois directs et fait vivre, indirectement, 1 tunisien sur 8 (13). »

Malgré les fortes augmentations de la capacité hôtelière et du nombre de lits disponibles, les recettes touristiques, deuxième source de devises du pays (14), ne semblent pas suivre la tendance à la hausse ; elles ont accusé une relative stagnation, durant la dernière décennie.

En favorisant depuis longtemps l'option des vacances balnéaires économiques, et les prestations bon marché, l'économie touristique tunisienne a vu son prestige international fondre et pourrait à court terme entraver son expansion. D'où le détournement de la clientèle haut de gamme dotée d'un solide pouvoir d'achat vers d'autres destinations (Iles Caraïbes, Capri, Bali...) (15).

Le tableau et le graphique suivants illustrent ce contraste entre l'évolution du nombre de lits et les recettes touristiques.

Tableau 2  
Principaux indicateurs touristiques

Année	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Nombre de touristes (en 1 000)	3 515	3 258	3 204	3 224	3 540	3 656	3 738	4 000	3 884
Nombre d'hôtels	465	476	508	532	563	566	583	nd	nd
Nombre de lits (en 1 000)	105	110	117	123	136	144	153	156	—
Nuitées touristiques (en 1 000)	19 602	19 011	18 841	12 718	21 718	23 693	24 681	25 346	26 124

Sources : l'Institut d'économie quantitative 1996, Banque centrale de Tunisie, Rapport annuel 1995 ; Images économiques du monde, sedes, 1996-1997, *Jeune Afrique* n° 1891 et 1922, du 2 au 8/4/1997 et 5 au 11/11/1997.

Entre 1988 et 1995, le nombre de lits a enregistré une augmentation de 50 % alors que les recettes n'ont enregistré qu'une évolution modeste, soit 1 086 millions DT en 1988 et 1 317 millions de DT en 1995.

(12) Cf. Banque mondiale, *op. cit.*, p. 42.

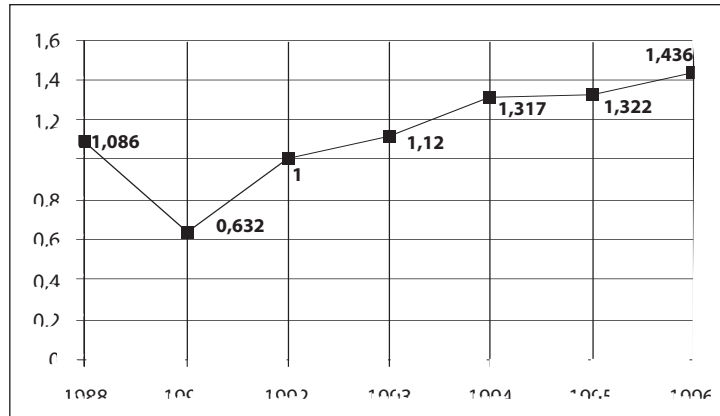
(13) Cf. Ridha Kefi, « La machine à vendre », in *Jeune Afrique*, n° 1891 du 2 au 8/4/1997, p. 85.

(14) L'Etat du monde, 1994, p. 228.

(15) A titre d'exemple pour un nombre presque égal de touristes, la Tunisie a réalisé un chiffre d'affaires deux fois et demi moindre que l'Egypte pour l'exercice 1996. Alors que le Maroc a réalisé presque la même recette pour 1 192 000 visiteurs.

Aujourd'hui, le tourisme tunisien paraît très dépendant d'un seul produit : le balnéaire, lui-même lié à la bonne santé du marché européen. Les séjours à prix cassés n'ont pas vraiment arrangé les choses puisque avec la concurrence massive dans le transport aérien, l'argument de la proximité n'est plus un déterminant en faveur des destinations les plus proches comme la Tunisie (16) : en tarif négocié, le voyage pour les Antilles ou la Floride coûte aux alentours de 2 500 FF, c'est-à-dire à peine plus cher qu'un billet à destination de la Tunisie. Le tourisme est également un secteur intrinsèquement fragile et incertain : la guerre du Golfe en 1991 a fait chuter lourdement les prix. La concurrence d'autres destinations comme la Turquie, où le développement intensif de la côte méditerranéenne commence à menacer sérieusement le littoral tunisien.

Graphique 2  
Recettes du tourisme (en milliards de DT)



Source : l'Etat du Monde 1994-1995, Jeune Afrique.

Au total, comme pour le cas de l'agriculture, le tourisme ne constitue pas un moteur fiable d'une croissance stable. Ces deux secteurs restent intrinsèquement vulnérables et fragiles même s'ils permettent parfois d'augmenter la croissance de l'économie tunisienne.

## 2. Problématique de financement de l'économie tunisienne

L'économie tunisienne souffre d'un besoin de financement chronique. Pour palier à cette insuffisance structurelle, le recours à la dette extérieure est une constante dans la stratégie gouvernementale. L'encours de cette dette est sans cesse en progression : en 1997 le chiffre dépasse déjà la barre de 10 milliards US\$, soit un peu plus de 50 % du PIB de la Tunisie où la croissance est largement tributaire de l'endettement, de l'afflux incertain de capitaux et de dons étrangers. La charge de remboursement représente actuellement plus de 20 % des recettes des exportations en biens et services.

La dette rapportée au PIB montre que le rapport reste important même s'il a enregistré une baisse non constante, comme le montre le tableau suivant :

*Tableau 3*  
**La dette rapportée au PIB**  
(en %) (Dette et PIB en milliards de dollars)

Année	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
PIB	9,42	10,08	10,61	11,37	12,9	15,0	15,53	15,35	17,07	19,57
Dettes	5,99	6,0	5,6	6,9	7,8	8,3	8,47	9,4	8,25	9,93
Dettes/PIB	63,5	59,62	53,28	60,68	60,68	55,53	54,53	61,43	48,33	50,5
Service de la dette	28,3	23,6	24,2	22,0	21,8	20,2	21,4	19,1	17,0	nd

Source : *l'Etat du monde*, de 1988 à 1998, Banque centrale de Tunisie de 1987 à 1995.

Au cours de la décennie illustrée, la richesse nationale a doublé mais le poids que fait peser la dette sur cette richesse demeure substantiel. Le doublement de la richesse nationale n'a pas permis d'atténuer sensiblement le fardeau de la dette. La Tunisie continue à y consacrer une partie importante de ses ressources. Même si le recours à l'endettement est devenu une pratique courante pour de nombreux pays, cette dette doit être un complément aux capacités internes de financement (épargne intérieure, marges dégagées..) et non un substitut comme cela semble être le cas dans l'économie tunisienne.

La persistance de ce schéma de développement risque d'avoir les effets néfastes suivants :

- priver le pays d'une partie de plus en plus grande de ses richesses ;
- accroître la dépendance vis-à-vis des créanciers ;
- et, enfin, accroître le degré de vulnérabilité de l'économie en général.

Cette fragilité structurelle de l'économie tunisienne et le recours permanent à l'endettement lui a valu une mise en garde de la part du directeur général du F.M.I., qui a reproché aux autorités tunisiennes l'approche qu'elles se font de l'endettement extérieur du pays et la compétitivité des produits locaux (17). Cette critique semble paradoxale car la Tunisie, étant le bon élève, ne cesse de bénéficier d'attestations de bonne conduite, d'encouragement et de satisfecit de la part des bailleurs de fonds, F.M.I. en tête. A moins que ces attestations ne soient destinées à d'autres finalités non-explicites.

(17) Cf. « Bilan économique et social », *le Monde*, 1993.

## II. L'orientation de l'économie tunisienne et ses retombées sur l'évolution de la société

Depuis 1986, la Tunisie a entamé une phase de libéralisation de son économie à travers l'établissement d'un programme d'ajustement structurel sous l'égide du F.M.I. Ce virage a fait suite à une année caractérisée par

(18) Concernant l'accord de partenariat avec l'UE, les pays européens tireront plus d'avantages économiques que la Tunisie, « Il est possible que l'accord joue plutôt en faveur de l'investissement en Europe qu'en Tunisie, l'effet de noyau et de rayons poussant les investisseurs à installer leurs usines en Europe puisqu'ils obtiendraient ainsi, en prime, l'accès au marché tunisien, alors que les produits fabriqués en Tunisie ne bénéficieraient que d'une augmentation marginale de leur accès aux marchés européens et mondiaux », telle est la conclusion formulée par Abdelali Jbili et Kauls Enders. « L'accord d'association entre la Tunisie et l'UE » in *Finances et développement*, septembre 1996, p. 20.

(19) Cf. *Jeune Afrique* n° 1853, *op. cit.*, p. 87.

(20) Voir à titre d'exemple la déclaration du président de l'UTICA, M. Hédi Jilani, « Vraiment je ne sais pas si nous y arrivons », *op. cit.*

(21) Le compte 26-26 est une caisse de solidarité nationale créée ces dernières années en Tunisie pour endiguer, en principe, les retombées néfastes du désengagement économique de l'Etat. Les dons sont théoriquement basés sur le volontariat, mais la majorité des

un taux de croissance négatif (– 1 %) et une accélération de la dette (59 %). Cette orientation économique s'est définitivement confirmée en 1995 par la conclusion d'un accord de libre-échange avec l'Union européenne qui va concrétiser cette démarche de libéralisation et d'extraversion (18). Ce choix stratégique est important pour le pays, mais il ne semble pas acquérir une totale adhésion des différentes franges de la société. Ainsi, les chefs d'entreprises tunisiens ne se sentent pas rassurés par les vertus escomptées de cette ouverture. Certains ont même l'impression qu'après avoir créé de toutes pièces l'industrie du pays, ils risquent de tout perdre (19). Les chefs d'entreprises ne cachent plus leur réserves sur la probabilité de réussir cette démarche d'ouverture (20).

Cette position des entrepreneurs tunisiens est compréhensible dans la mesure où l'économie tunisienne a adhéré à la logique d'ouverture dans une position de faiblesse : des échanges asymétriques avec l'Europe, un retard énorme dans le processus d'intégration régionale au niveau du Maghreb, un décalage technologique et structurel évident, etc. Ces fragilités se traduiront sans doute par des effets négatifs sur la balance commerciale et sur les déficits publics qui sont à craindre dans les années à venir. Les entrepreneurs tunisiens estiment aussi que l'accord de partenariat peut engendrer une augmentation sensible des exportations européennes et donc une rude concurrence sur le marché tunisien. Les biens et services d'origine européenne sont indiscutablement supérieures en termes de qualité et de compétitivité-prix.

Le programme de mise à niveau des entreprises tunisiennes, censé préparer la production locale à la compétition du libre-échange, revêt une importance capitale, mais avec un coût social qui s'avérera exorbitant : des milliers de nouveaux chômeurs sont à craindre sérieusement. Le pays souffre déjà de ce mal chronique. Comme toute société, la Tunisie ne supportera pas le chômage au-delà d'un certain seuil : d'éventuelles déficiences sociales décourageront les investisseurs nationaux et étrangers, déjà réticents. Or, le financement de l'économie d'ouverture nécessite au préalable une grande mobilité des capitaux étrangers.

Ces craintes ne sont pas infondées au moins pour cinq raisons.

## 1. Le désengagement de l'Etat et son effacement social

Désormais, le rôle régulateur et social de l'Etat est affiché par les autorités tunisiennes notamment à travers le fameux compte 26-26 (21). Ce compte est géré personnellement par le président tunisien, et il est alimenté par les citoyens, avec des méthodes largement controversées (22). Plusieurs interrogations se posent pour savoir si ce compte représente finalement la politique sociale d'équilibrage du rôle de l'Etat après le désengagement économique, ou s'il s'agit simplement de quelques actions visant le court-circuitage du mécontentement populaire et la médiatisation du rôle du président.



Sans entrer dans les détails de la gestion de ce compte, il importe de souligner la grande différence qui existe entre deux types d'actions : une véritable action pensée en faveur de l'égalité des chances et de la solidarité nationale, et une action ponctuelle et aléatoire.

Autrement dit, l'ouverture économique nécessite une certaine ouverture politique permettant d'engager un vrai débat sur le rôle social de l'Etat.

L'éclipse de l'Etat du domaine économique va engendrer un certain effacement social (pour cause de manque de recettes mais aussi à cause de la privatisation du secteur public) qui sera mal ressenti par la population habituée à l'Etat-providence : une large partie de la société tunisienne qui a vu auparavant sa situation s'améliorer directement par l'effort de l'Etat (la fameuse classe moyenne), va se retrouver privée d'un support vital (23).

Le désengagement favorise aussi l'émergence d'une catégorie de la population à la marge de la société (économie parallèle, secteur informel, chômage, etc.). Pour le pouvoir en place, la perte du soutien politique de la classe moyenne, qui représente jusqu'ici sa légitimité en l'absence d'une légitimité démocratique, aura des conséquences négatives. Inutile de rappeler que le quadrillage sécuritaire et la dépolitisation de la société tunisienne ne tiendront pas longtemps ; l'expérience des régimes totalitaires (communistes ou autres) en est une preuve tangible.

Quelques effets du désengagement de l'Etat tunisien sont déjà apparus : à titre d'exemple, dans le secteur des logements sociaux, après le retrait de l'Etat du secteur de l'habitat et la libéralisation des marchés fonciers et immobiliers en 1996, le coût est en progression constante, l'offre en diminution, la population ciblée est de moins en moins solvable et de plus en plus nombreuse et les systèmes de financement sont déficients face à cet écart (24).

## 2. L'importance croissante de l'imposition

Le démantèlement progressif des tarifs douaniers, préconisé par l'accord de libre-échange avec l'Union européenne occasionnera à l'Etat tunisien un manque à gagner important. Celui-ci atteindra les 4 milliards de \$US, ce qui va se traduire inévitablement, en plus de l'éclipse de l'Etat du champ social, par une plus forte imposition touchant le citoyen. On compte également substituer les taxes sur les produits intérieurs aux droits de douanes sur les produits étrangers (25).

Les autorités n'ont pas attendu longtemps pour mettre en application cette politique : à partir de 1996, et afin de compenser le manque à gagner de 75 millions de dinars tunisiens, l'Etat a décidé d'étendre la T.V.A. au commerce de détail tout en révisant à la hausse l'impôt sur le revenu et sur les sociétés.

Pour répondre à cette détérioration de l'assiette fiscale, l'Etat compte aussi, par des calculs hypothétiques, sur une éventuelle reprise de l'activité à l'échelle mondiale (26), alors que la plupart des pays européens (principaux

Tunisien sont pratiquement obligés de payer une "cotisation" pour ce compte, géré directement par le président.

(22) La non-transparence de la gestion est en train de faire de ce compte un véritable sujet tabou en Tunisie.

(23) Pour une analyse socio-économique plus détaillée sur la classe moyenne tunisienne, cf. Jean Philippe Bras, « Tunisie : Ben Ali et sa classe moyenne », in *Pôles*, avril-juin 1996, p. 174-195.

(24) Cf. *Monde arabe*, n° 157, p. 51.

(25) Cf. Monther Gargouri, « Voici les défis », in *Méditerranée* 10/3/1996, p. 18-20.

(26) Cf. *Budget pour 97*, (Tunisie, décembre 96).

(27) Cf. *le Figaro économique* du vendredi 31/10/1997, p. 29.

(28) Voir Abdejelil Bedoui, « Analyse de la dynamique sociale dans le contexte de l'application du plan d'ajustement structurel en Tunisie », *Mondes en développement*, tome 23, n° 89/90, 1995.

(29) Cité par Mahmoud Ben Romdhane, « L'accord de libre-échange entre la Tunisie et l'UE : un impératif, des espoirs, des inquiétudes », art. cit.

(30) Voir l'étude de l'Institut national de la statistique, *Projection de la population active et de la demande additionnelle d'emplois 1995-2015*, Tunis, avril 1996.

(31) Ce programme de mise à niveau est appliqué avec le concours de l'Union européenne et de la Banque mondiale. Un total de 2,5 milliards de US\$ sera affecté entre 1996 et 2000 pour aider l'industrie privée tunisienne à faire face à la concurrence accrue qui résulte de l'ouverture des frontières.

(32) Slim Ati, *Jeune Afrique*, n° 1853, 1997, p. 96.

partenaires de la Tunisie) ont révisé à la baisse leurs taux de croissance pour 1998 d'environ 0,5 %, suite à la crise financière qui a secoué les nouveaux pays industrialisés asiatiques (27).

### 3. Les retombées néfastes sur l'emploi

En ouvrant ses portes, la Tunisie va jouer gros dans le domaine très sensible de l'emploi. On estime à plus de 150 000 les pertes de postes occasionnées par la fermeture d'entreprises victimes de la concurrence, et ce, dans un pays qui compte déjà un stock de chômeurs évalués en 1995 à environ 450 000 (28).

Au total, de 500 à 600 mille chômeurs sont à craindre dans ce petit pays qui ne connaît pas encore l'allocation chômage. Le phénomène touche surtout les jeunes avec un taux de 30 % pour les 18-24 ans. Selon des spécialistes de l'Institut national de la statistique, « au cours des dix prochaines années, les mutations démographiques se traduiront par une augmentation sensible de la population en âge de travailler et, en particulier, de la demande additionnelle d'emploi. Celle-ci se situerait à 71 300 par an entre 1995 et 2000 et 79 200 entre 2000 et 2005 selon l'hypothèse faible et, selon l'hypothèse forte, à respectivement 77 000 et 85 600 (29) ». La moyenne annuelle de création d'emplois en Tunisie étant aux alentours de 42 500 emplois entre 1991 et 1995 (30).

Pour les pertes d'emplois occasionnées par le libre-échange, les autorités tunisiennes parient sur la réussite d'une partie des entreprises, avoisinant 15 % du total des entreprises existantes actuellement, et ce après l'achèvement du programme de mise à niveau (31), afin d'absorber le chômage induit. Ce pari nous semble assez hypothétique économiquement, surtout que l'immigration ne joue plus le rôle d'absorption devant la fermeture des frontières européennes.

Le Directeur général du Bureau de mise à niveau des entreprises tunisiennes (32) pense attribuer le rôle de sauveteur à l'industrie Textile-habillement. Il est convaincu que ce secteur peut encore croître avec un taux annuel de 16 % jusqu'à la fin du siècle. Cette "prospective" est très discutable dans la mesure où tous les observateurs et analystes économiques ne cessent de souligner la nouvelle mutation de l'économie mondiale marquée par le changement technique et la reconquête des avantages comparatifs des pays industriels au détriment des pays du Sud. Ce qui veut dire que la délocalisation des industries textiles est sérieusement freinée par le regain des avantages et par la concurrence.

Le secteur textile lui-même se trouve dans le tourbillon de l'ouverture avec le démantèlement des fameux accords multifibres (AMF), et la rude concurrence sur le marché européen. Ce secteur sera obligé lui aussi de se moderniser pour faire face au changement technique qui réduit le capital humain dans les coûts de production. L'entrée des pays de l'Est de l'Europe et surtout des pays Sud-Est asiatique sur le marché communautaire ne semble

pas faciliter la tâche du secteur de l'habillement tunisien ; une évaluation économétrique fait apparaître que la Tunisie subira de plein fouet le retournement des préférences dans le secteur manufacturier, avec un recul de 3,5 à 7 points du Revenu national (33).

### 4. Les entreprises tunisiennes dans la tourmente de la mise à niveau

La Tunisie a entamé le plan d'ajustement structurel depuis 1986. Ce plan nécessitait pourtant la préparation des entreprises tunisiennes à l'ouverture des frontières. Mais cette préparation n'a été mise en œuvre qu'après la conclusion de l'accord de partenariat et de libre-échange avec l'UE. Ainsi, « 10 années ont été perdues en termes de préparation des agents à amorcer les changements nécessaires » (34). Les entrepreneurs tunisiens estiment légitimement qu'un certain nombre d'années n'ont pas été mises à profit et, faute de n'avoir pas réagi à temps, ils se retrouvent face à la libéralisation dans une situation particulièrement difficile (35). L'accord de libre-échange lui-même est asymétrique et déséquilibré : d'un côté il y a un pays et de l'autre quinze, avec des niveaux de développement, d'intégration et de production totalement différents (36).

De même, la dernière secousse boursière ne va pas faciliter la tâche des entreprises tunisiennes sur le marché européen, car les pays du Sud-Est asiatique, possédant déjà un certain savoir-faire associé à un moindre coût comparatif, vont profiter de la dévaluation de leur monnaie (37) pour être encore plus compétitifs en Europe, marché traditionnel de l'exportation tunisienne.

D'où la menace de disparaître pour 85 % environ d'entreprises existantes, pour la plupart des P.M.E., à qui l'on attribue la vertu d'absorber une bonne partie de la main-d'œuvre qui demeure abondante en Tunisie (38). La situation est d'autant plus sérieuse que 58 % du PIB sont directement concernés par l'ouverture des frontières et 27 % devraient être sacrifiés pour conserver le reste (39).

### 5. La réticence des investisseurs étrangers

Les autorités tunisiennes comptent énormément sur l'investissement étranger : plusieurs codes ont successivement été promulgués dont le dernier offre à l'investissement étranger d'importants avantages fiscaux et réduit considérablement les entraves administratives et bureaucratiques.

Mais en dépit de ces facilités octroyées aux investisseurs et de l'optimisme affiché par les autorités quant à l'attractivité de l'économie pour les capitaux étrangers, les résultats obtenus sont en deçà des objectifs comme l'illustre le graphique suivant. C'est le constat des pouvoirs publics et des investisseurs locaux : le président de l'UTICA (l'Organisation des patrons tunisiens), dans une interview récente, s'est montré perplexe et étonné de ne pas voir se concrétiser les investissements de l'UE en Tunisie : « Les accords conclus avec l'UE ne sont pas ce que je sache des contrats léonins mais ont été conclus

(33) Lionel Fontagne et Nicolas Peridy, « La nouvelle donne des relations Maghreb-Europe », in *Monde arabe* n° 157 juillet-septembre 1997, p. 14.

(34) Mahmoud Ben Romdhane, *op. cit.*, p. 8.

(35) Cf. Cometeet engineering, *Etude prospective de l'impact sur l'économie tunisienne de la mise en place d'une zone de libre-échange entre la Tunisie et l'Union européenne*, étude réalisée pour le compte du CEPEX, Tunis, 1994, p. 222.

(36) Cf. Taoufik Brik, *Jeune Afrique économique*, 15/4/1996, p. 41 ; n° 216 ; cf. Mahmoud Ben Romdhane, *op. cit.*

(37) A titre d'exemple, le bath thaïlandais et le rupiah indonésien ont perdu la moitié de leur valeur, le \$ singapourien et taïwanais 12 % en 1997.

(38) Dans les couloirs des ministères en Tunisie, on distingue les champions (15 %), les condamnés (15 %) et les menacés (70 %) cf. *Jeune Afrique* n° 1653, 1996, p. 91.

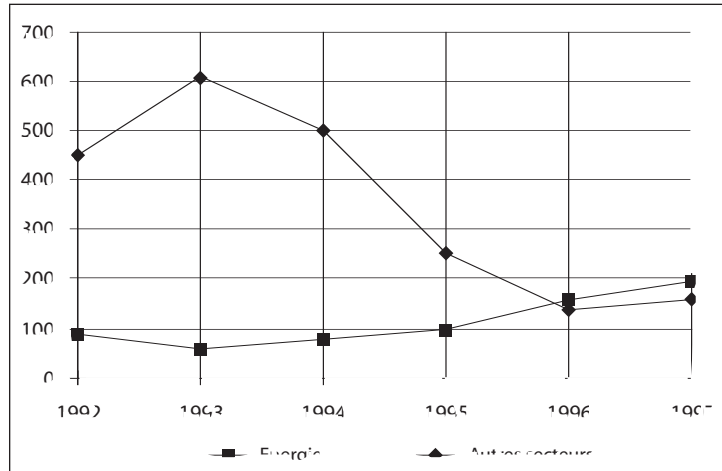
(39) Taoufik Brik, *op. cit.*, p. 41.

(40) Cf. *Réalités*, Tunis, n° 619 du 10 au 16 octobre 1997, p. 14.

entre deux parties convaincues en principe de l'interdépendance de leurs intérêts. Or, si les Tunisiens ont joué le jeu, force nous est de constater la faiblesse des investissements européens (40). »

Considéré globalement, la majeure partie des flux des investisseurs étrangers a été concentrée dans le secteur énergétique, et notamment en faveur du deuxième gazoduc reliant l'Algérie à l'Italie via la Tunisie.

Graphique 3  
Répartition des IDE en Tunisie (en millions de DT)



Source : Selon la Banque centrale de Tunisie.

Les investissements de portefeuille sont très réduits et un certain désarroi se distingue notamment dans la bourse des valeurs de Tunis qui, après avoir connu un succès considérable durant les années 1990-1995, s'est précipitée dans une crise caractérisée par une offre surabondante de titres, une demande plutôt rare et des cours maintenus artificiellement. Le volume des transactions a chuté de - 29,29 % en 1996.

Les dirigeants sont convaincus que le pari de l'accord de partenariat avec l'Union européenne sera gagné si la Tunisie recueille chaque année 200 millions de dollars d'investissement étrangers (hors secteur de l'énergie). En 1995, ce chiffre n'avait pas dépassé 100 millions de dinars et la tendance est vers une légère hausse.

Au total, les flux d'investissements étrangers en direction de la Tunisie restent faibles par rapport au potentiel existant et au regard de besoins énormes de financement.

A ce caractère modeste des flux d'investissements, s'ajoute une concentration sectorielle. La ventilation du stock des investissements étrangers et mixtes implantés en Tunisie au cours de la période 1973-1997 montre qu'au niveau sectoriel une mini-industrie est concentrée dans l'habillement dans le cadre de la sous-traitance internationale. Les chiffres publiés par la FIPA (41) indiquent que de 1973 à fin juin 1997, on dénombre

(41) FIPA, Foreign

1 512 entreprises étrangères ou à participation étrangère dont 1 116 entreprises sont totalement exportatrices soit 73,8 % de l'ensemble et 5 % sont étrangère à 100 %. Les répartitions sectorielles montrent que 54,1 % des entreprises se concentrent dans le secteur du Textile-habillement, suivi de loin par le secteur des industries mécaniques et électriques avec 15,8 % des entreprises, vient ensuite le tourisme avec 8,5 % tandis que le secteur de l'agriculture ne représente que 2,8 %.

La Tunisie a attiré les investissements étrangers dans le secteur du Textile-habillement grâce aux faibles coûts salariaux et à la proximité géographique de l'Europe. La délocalisation a permis le développement de certains secteurs industriels, mais il s'agit essentiellement d'une industrie d'assemblage, à faible valeur ajoutée, pour laquelle le contenu en importation des exportations est très important, ce dont témoignent le déficit permanent de la balance commerciale.

La délocalisation des entreprises européennes n'est plus envisageable de la même manière que dans les années soixante-dix et quatre-vingts pour plusieurs motifs : d'abord, l'avantage comparatif dont disposait la Tunisie, en termes de coûts salariaux, est soumis à la concurrence croissante d'autres pays en développement, qui sont, de surcroît, plus compétents en termes de maîtrise du savoir-faire (notamment les Nouveaux pays industriels de l'Asie). Ensuite, un mouvement de relocalisation (42) a été entamé dans les années quatre-vingts suite à la reconquête des avantages comparatifs des pays industriels, rendu possible par le changement technique et la nouvelle division internationale du travail basée désormais sur la logique cognitive. Sur ce plan, l'économie tunisienne n'offre pas une attractivité particulière.

### III. Quelles perspectives pour l'économie tunisienne ?

En définitive, ce qui a été médiatisé sous le titre de "miracle économique tunisien" ou d' "exception tunisienne" ne repose pas objectivement sur des bases économiques structurelles solides et tangibles. La réussite est relative et ne trouve une singularité qu'avec une comparaison au niveau régional.

Il est vrai que les indicateurs globaux de l'économie tunisienne, sans considérer la fiabilité des chiffres annoncés, donnent à penser que l'ouverture et l'intégration à l'économie mondiale se font dans de bonnes conditions. Mais l'analyse détaillée de ces chiffres révèle une situation très fragile et soumise à des variations brusques et amplifiées. La croissance tunisienne est une croissance instable et imprévisible car liée directement aux aléas climatiques.

L'ouverture se fait aussi sur un fond de chômage (avoisinant les 20 % de la population active dont les jeunes sont les plus touchés), d'endettement, de déséquilibre entre le littoral et l'intérieur du pays, de très faibles valeurs capitalistiques des entreprises étrangères et locales, d'aggravation du phénomène de corruption, de non-transparence dans l'attribution des marchés publics, d'affairisme et d'arrivisme d'une nouvelle élite autour du

investment promotion agency. Ministère de la Coopération internationale et de l'Investissement extérieur, « Statistiques des entreprises en activité étrangères ou à participation étrangère », Tunis, juillet 1997.

(42) Pour plus de détails sur le mouvement de relocalisation, voir Moujoud El Mouhoub, « Changement technique, avantages comparatifs et délocalisation/ relocalisation des activités industrielles », in *Revue d'économie politique*, n° 103, septembre-octobre 1993.

pouvoir. Il s'agit là de la Tunisie non-chiffrable, telle qu'elle est vécue dans les rues, les administrations, les entreprises, les établissements scolaires, etc.

Deux perspectives principales sont à privilégier.

#### • Les réformes économiques exigent des réformes politiques

Le libéralisme économique n'est pas compatible avec un système régi par l'Etat-parti unique et la centralisation du processus de prise de décision. La mobilité des capitaux et des biens et services s'accompagnera à terme par une mobilité d'idées qui ne laissera pas les Tunisiens indifférents.

La disjonction du domaine politique et de l'économique reflète le fossé croissant entre les citoyens et le pouvoir qui a tendance à se confondre avec l'Etat : « On ne peut plus réduire le rôle économique de l'Etat en renforçant dans le même temps son hégémonie politique (43). » Le désir de sculpter une société totalement dépolitisée et la volonté de restreindre le libéralisme à certaines opérations économiques sont des démarches économiquement et sociologiquement erronées. Avec un tel système, la foule tunisienne dépolitisée, constituée pour l'essentiel par une classe moyenne en pleine effervescence, sera réduite au rôle d'allégeance au pouvoir, dans un simulacre d'élections.

La réforme politique est nécessaire pour restaurer l'image de la Tunisie et regagner la confiance des investisseurs locaux et étrangers. Cette restauration ne se fera sans doute pas à coups de décrets, de codes, ou de lois promulguées par des institutions non représentatives. La légitimité démocratique est plus que jamais nécessaire dans cette entreprise.

#### • L'intégration maghrébine et le partenariat du Maghreb à l'UE

Le véritable enjeu réside dans une intégration régionale du Maghreb, et l'intégration du Maghreb lui-même au pôle développé et démocratique que représente l'Union européenne (44). L'ouverture économique unilatérale avec l'Europe ainsi que les incitations et les facilités offertes actuellement à l'investissement étranger (codes d'investissement, facilités administratives, libéralisation des échanges, etc.) se trouvent sérieusement limitée par au moins deux entraves :

– Les pays du Maghreb n'offrent pas aux investisseurs étrangers un marché vaste, intégré et solvable puisque ce projet (UMA, 1989) se trouve bloqué par des situations économiques et politiques instables et risquées. Le flux d'investissement direct étranger ne s'accroîtra dans la région du Maghreb qu'avec la création d'un espace économique maghrébin décloisonné et doté d'infrastructures modernes appropriées.

– Les ressources humaines abondantes et assez peu exploitées dans tous les pays maghrébins. Le nouvel avantage comparatif (45) est désormais axé sur le savoir et le savoir-faire, la compétence et la capacité d'organisation et de réalisation.. Les maghrébins ne mettent pas en avant l'avantage d'une population jeune, dynamique et multilingue avec des efforts considérables

(43) Abdeljelil Bedui,  
« Analyse de la  
dynamique sociale dans le  
contexte de l'application  
du plan d'ajustement  
structurel en Tunisie »,  
*art. cit.*

(44) De plus en plus  
d'économistes mettent en  
avant l'idée d'une zone de  
libre-échange entre le  
Maghreb intégré et l'UE.  
Pour plus de détails sur  
cette idée, voir Bichara  
Khader, *le Partenariat  
euro-méditerranéen après  
la conférence de Barcelone*,  
l'Harmattan, 1997 ; voir  
aussi Fathallah Oualalou,  
« Après Barcelone... Le  
Maghreb est nécessaire »,  
les éditions Toubkal et  
l'Harmattan, 1996. Voir  
aussi Mohamed  
Benlahcen Tlemçani et  
P. Mairet, « Globalisation  
et régionalisation de  
l'économie mondiale :

d'alphabétisation. Ce qui est frappant au Maghreb, ce n'est pas uniquement la fuite des cadres maghrébins vers l'Europe et les Etats-Unis, c'est surtout l'absence de toute politique volontariste en provenance du Maghreb pour solliciter les talents dispersés dans des dizaines de pays, ce qui est en soit un atout considérable.

Enfin, l'équation qui nous semble nécessaire à résoudre pour l'économie tunisienne rassemble quatre variables complémentaires : réformes économiques + réformes politiques + intégration maghrébine + partenariat multilatéral avec l'UE. L'avenir de la Tunisie et du Maghreb dépend dans une large mesure de la façon dont sera résolue cette équation.

quelle stratégie d'insertion internationale pour les pays du Maghreb ? »,

Communication au congrès de l'Association internationale des économistes de langue française, Porto et Evora, du 28 au 31 mai 1997.

(45) Voir l'analyse détaillée de Mouhoub El Mouhoub, *Changement technique et division internationale du travail*, Economica, Paris, 1992.